

Le Credit Suisse publie son rapport de gestion 2020, la première édition de son rapport sur le développement durable et l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2021

Zurich, 18 mars 2021 - **Credit Suisse Group AG et Credit Suisse AG publient aujourd'hui le rapport de gestion 2020 et ses annexes, ainsi que la première édition du rapport sur le développement durable. Le rapport de gestion comprend les comptes annuels révisés du Credit Suisse et le rapport de rémunération. Le lancement du rapport sur le développement durable témoigne de l'ambition de la banque de devenir un prestataire leader de solutions durables dans le secteur financier. Le Credit Suisse publie également l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui aura lieu le 30 avril 2021 à Horgen (Zurich).**

Tous les documents susmentionnés sont disponibles sur le [site Internet du Credit Suisse](#).

Rapport de gestion 2020 et lancement du rapport sur le développement durable

Le rapport de gestion 2020 comprend une présentation détaillée de la structure, de la gouvernance d'entreprise, des pratiques de rémunération et du cadre de trésorerie et de gestion des risques du Groupe. Il contient également une analyse des résultats opérationnels et financiers du Groupe, ainsi que ses comptes annuels révisés.

Pour l'année 2020, le Credit Suisse a élargi le cadre de son ancien rapport sur la responsabilité d'entreprise et publie ces données pour la première fois sous la forme d'un rapport sur le développement durable. Ce dernier montre comment les engagements et les aspirations du Credit Suisse en matière de durabilité sont mis en œuvre en tant qu'élément-clé des affaires de la banque. Il fournit un aperçu de nos principales activités et étapes et comprend pour la première fois de nouvelles informations conformes aux normes du SASB (Sustainability Accounting Standards Board), ainsi que des informations détaillées de la TCFD (Task Force on Climate-related Financial Disclosures). Lydie Hudson, CEO de Sustainability, Research & Investment Solutions (SRI), déclare: «Le rapport sur le développement durable met en évidence notre engagement en faveur de la transparence et du dialogue avec les acteurs concernés. Nous avons le plaisir de vous communiquer les détails de notre stratégie ESG dans le cadre des efforts accrus que nous déployons dans ce domaine, et dont le fer de lance a été la création de la fonction SRI en juillet 2020.»

Tous ces documents peuvent être téléchargés dès aujourd'hui, 7h00 HEC, et il est possible de commander gratuitement des versions imprimées à l'adresse: www.credit-suisse.com/annualreporting.

Le rapport de gestion 2020 sur le formulaire 20-F sera enregistré auprès de la commission américaine de contrôle des opérations de bourse (SEC) et pourra être téléchargé à l'adresse: www.credit-suisse.com/sec.

Assemblée générale ordinaire des actionnaires 2021

L'assemblée générale ordinaire (AG) du Credit Suisse du 30 avril 2021 devra se dérouler conformément aux exigences contenues dans l'Ordonnance 3 du Conseil fédéral sur les mesures destinées à lutter contre le coronavirus (COVID-19) et sans la présence personnelle des actionnaires. Les actionnaires sont invités à voter à l'avance en fournissant une procuration et leurs instructions au représentant indépendant. Le délai pour ce faire est fixé au 27 avril 2021. Le Credit Suisse invite les actionnaires à participer à l'AG par webcast sur www.credit-suisse.com/agm. Les résultats des votes seront également publiés sur www.credit-suisse.com/agm peu après l'AG. L'ordre du jour de l'AG 2021 communiqué par le Conseil d'administration de Credit Suisse Group AG comprend notamment:

- Proposition de distribution d'un dividende aux actionnaires de 0.2926 CHF par action pour l'exercice 2020; 50% de cette distribution seront prélevés sur les réserves issues d'apports en capital et 50% sur le bénéfice résultant du bilan.
- Proposition d'élection d'António Horta-Osório en tant que nouveau membre et président du Conseil d'administration pour un mandat courant jusqu'à la clôture de l'AG suivante; Urs Rohner n'est pas candidat à sa réélection.
- Proposition d'élection de Clare Brady et de Blythe Masters en tant que nouveaux membres du Conseil d'administration pour un mandat courant jusqu'à la clôture de l'AG suivante. Proposition de réélection des autres membres du Conseil d'administration; Joaquin J. Ribeiro et John Tiner ne sont pas candidats à leur réélection.
- Approbation de la rémunération du Conseil d'administration et du Directoire; vote consultatif sur le rapport de rémunération 2020.

Distribution par prélèvement sur les réserves issues d'apports en capital et sur le bénéfice résultant du bilan

Comme annoncé précédemment, le Conseil d'administration proposera aux actionnaires, lors de l'AG du 30 avril 2021, une distribution en espèces de 0.2926 franc par action pour l'exercice 2020, conformément à notre volonté d'accroître le dividende ordinaire par action d'au moins 5% par an. 50% de cette distribution seront prélevés sur les réserves issues d'apports en capital, seront exonérés de l'impôt anticipé suisse et ne seront pas soumis à l'impôt sur le revenu pour les particuliers résidant en Suisse et détenant les actions dans leur fortune privée, et 50% seront prélevés sur le bénéfice résultant du bilan, net de l'impôt anticipé suisse de 35%.

Changements au sein du Conseil d'administration

Ayant siégé au Conseil d'administration pendant la durée de mandat maximale de douze ans, dont dix en tant que président, Urs Rohner ne se présente pas à la réélection. Le Conseil d'administration propose aux actionnaires d'élire António Horta-Osório en tant que nouveau membre et président du Conseil d'administration pour un mandat courant jusqu'à la clôture de l'AG suivante. En outre, il propose d'élire Clare Brady et Blythe Masters en tant que nouveaux membres du Conseil d'administration pour un mandat courant jusqu'à la clôture de l'AG suivante. Ayant siégé au Conseil d'administration pendant douze ans, John Tiner a atteint la

durée de mandat maximale et n'est donc pas candidat à sa réélection. Joaquim J. Ribeiro, qui a rejoint le Conseil d'administration en 2016, ne se présente pas non plus à la réélection. Tous les autres membres du Conseil d'administration sont rééligibles pour un nouveau mandat d'un an.

Approbation de la rémunération du Conseil d'administration et du Directoire

En conformité avec les exigences de l'Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb), les actionnaires voteront séparément et avec force obligatoire, lors de l'AG, sur la rémunération globale du Conseil d'administration et du Directoire.

Les actionnaires approuvent la rémunération du Conseil d'administration sur une base annuelle, lors d'un vote prospectif pour la période allant jusqu'à la prochaine Assemblée générale ordinaire des actionnaires, c'est-à-dire jusqu'à l'AG 2022. Le Conseil d'administration propose aux actionnaires d'approuver une rémunération totale maximale du Conseil d'administration de 12,0 millions CHF.

En outre, les actionnaires approuvent la rémunération du Directoire sur une base annuelle. La rémunération se compose des éléments suivants: rémunération fixe, rémunération incitative variable à court terme et rémunération incitative variable à long terme.

Pour l'AG 2021, le Conseil d'administration propose aux actionnaires d'approuver le montant total de 15,7 millions CHF lors d'un vote rétrospectif pour la rémunération incitative variable à court terme de l'exercice 2020, ainsi que le montant total de 25,1 millions CHF lors d'un vote prospectif pour la rémunération incitative variable à long terme du Directoire pour l'exercice 2021 (sur la base de la juste valeur lors de l'attribution). En outre, le Conseil d'administration propose que les actionnaires approuvent un montant total maximal de 31,0 millions CHF lors d'un vote prospectif pour la rémunération fixe du Directoire pour la période allant de l'AG 2021 à l'AG 2022.

Vote consultatif sur le rapport de rémunération 2020

Conformément à notre pratique des années précédentes, le rapport de rémunération 2020, qui fait partie intégrante du rapport de gestion de Credit Suisse Group AG, sera soumis à l'AG 2021 pour vote consultatif.

Invitation à l'AG et publication de l'ordre du jour

L'invitation et l'ordre du jour de l'AG 2021 sont disponibles sur le site Internet du Credit Suisse: www.credit-suisse.com/agm.

Communiqué sur les résultats du premier trimestre 2021

Le Credit Suisse doit annoncer ses résultats financiers du premier trimestre 2021 le 22 avril 2021.

Biographie de la personne proposée en tant que nouveau membre et président du Conseil d'administration

António Horta-Osório, né en 1964, ressortissant portugais et britannique, dirige jusqu'à fin avril 2021, en tant que Group Chief Executive, le Lloyds Banking Group, la plus grande banque de détail et d'affaires du Royaume-Uni. C'est un dirigeant reconnu dans le domaine des services financiers, qui a fait un brillant parcours de plus de trente ans dans le secteur bancaire international. Il a commencé sa carrière bancaire en 1987 au sein de Citigroup au Portugal, où il est devenu responsable Capital Markets. De 1991 à 1993, il a travaillé à New York et à Londres pour Goldman Sachs, dans les affaires de financement des entreprises. En 1993, il a rejoint le groupe Santander, où il a assumé diverses fonctions de conduite en tant que Chief Executive Officer, développant les activités dans différents pays clés, notamment chez Banco Santander de Negócios Portugal, Banco Santander Brazil, où il a également été président du Conseil d'administration, et Banco Santander Totta (Portugal). Après avoir été Executive Vice President de Banco Santander en Espagne et Chief Executive Officer de Santander UK/Abbey, il a pris en 2011 les fonctions qu'il exerce actuellement au sein de Lloyds Banking Group. Par ailleurs, António Horta-Osório a été au service du Court of Directors de la Banque d'Angleterre de 2009 à 2011, à titre personnel. Outre la fonction qu'il occupe au sein de Lloyds Banking Group, il est actuellement administrateur non exécutif chez Exor aux Pays-Bas, administrateur non exécutif chez Fundação Champalimaud au Portugal, chez Sociedade Francisco Manuel dos Santos au Portugal et chez Stichting/Enable INPAR aux Pays-Bas, ainsi que président du Conseil d'administration de la Wallace Collection à Londres. Il est également président désigné de BIAL, une société pharmaceutique privée au Portugal. António Horta-Osório est titulaire d'un diplôme de Management & Business Administration de l'Université catholique de Lisbonne ainsi que d'un MBA de l'INSEAD et a terminé un AMP de la Harvard Business School. Il a l'intention de se domicilier en Suisse s'il est élu au Conseil d'administration du Credit Suisse. Il a été déclaré indépendant par le Conseil d'administration, conformément aux normes du Groupe relatives à l'indépendance.

Biographie des personnes proposées comme nouveaux membres du Conseil d'administration

Clare Brady, née en 1963, ressortissante britannique, a été Director of Internal Audit au sein du Fonds monétaire international (FMI) de 2014 à 2017 et elle est membre de l'Audit and Risk Commission de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) en Suisse depuis 2020. En outre, elle est membre non-exécutif du Conseil d'administration de Fidelity Asian Values en Grande-Bretagne depuis 2009 et Trustee de The Golden Charter Trust en Ecosse depuis 2020. C'est une experte chevronnée dans les domaines de l'audit, de la compliance et de la gestion des risques, et elle peut se prévaloir d'un brillant parcours de plus de trente ans. Elle a commencé sa carrière en 1987 au National Audit Office en Grande-Bretagne, puis dans l'audit interne à la Bank of New York, à la First National Bank of Chicago, à la Republic National Bank of New York et, en tant que Chief Auditor, chez Safra Republic Holdings. En 2000, elle a repris la fonction de Global Head of Compliance dans le secteur Private Banking de HSBC. Ensuite, elle a travaillé en tant que Global Head of Internal Audit pour Barclays Capital, puis en tant que Head of Internal Audit au sein de la Banque

d'Angleterre jusqu'en 2005. Elle a été Head of Group Audit pour la Grande-Bretagne et la région Asie-Pacifique auprès de la Deutsche Bank de 2005 à 2009, puis Vice President et Auditor General du Groupe de la Banque mondiale jusqu'en 2013. Elle est titulaire d'un Bachelor en sciences économiques de la London School of Economics et d'un diplôme de Chartered Governance Professional délivré par le Chartered Governance Institute à Londres. Elle est domiciliée en Grande-Bretagne. Elle a été déclarée indépendante par le Conseil d'administration, conformément aux normes du Groupe relatives à l'indépendance.

Blythe Masters, née en 1969, de nationalité britannique, est depuis 2019 Industry Partner chez Motive Partners aux États-Unis, où elle est également CEO et membre du Conseil d'administration de Motive Capital Corporation. Motive Capital Corporation est une société d'acquisition à but spécifique (SPAC), une entité non opérationnelle dont le but est d'acquérir une entreprise existante et opérationnelle. Une fois cette acquisition réalisée, Blythe Masters ne va pas occuper le poste de CEO de l'entreprise acquise. Elle est en outre membre du Conseil d'administration d'A.P. Møller – Maersk, membre du Conseil d'administration et présidente de l'Audit Committee de la société d'investissement et de conseil GCM Grosvenor ainsi que présidente du Conseil d'administration et membre de l'Audit Committee de Phunware, une plate-forme mobile pour les entreprises. Elle est également membre de l'International Advisory Board du groupe Santander et membre du Conseil d'administration d'Open Digital Services en Espagne. Blythe Masters dispose d'une grande expérience en tant que responsable de gestion dans le secteur des services financiers, en particulier en Corporate Banking et Investment Banking, ainsi que dans le secteur de la technologie financière. Elle a commencé sa carrière en 1991 chez J.P. Morgan Chase, où elle a exercé jusqu'en 2015 diverses fonctions de gestion, notamment en tant que Chief Financial Officer de la banque d'investissement, Head of Credit Policy and Strategy and Global Credit Portfolio, Head of Corporate & Investment Bank Regulatory Affairs et Head of Global Commodities. En 2015, elle a rejoint Digital Asset Holdings, une entreprise de blockchain, dont elle a été le CEO jusqu'en 2018. Blythe Masters est titulaire d'un Bachelor en sciences économiques du Trinity College de Cambridge. Elle vit aux États-Unis. Elle a été déclarée indépendante par le Conseil d'administration, conformément aux normes du Groupe relatives à l'indépendance.

CONTACTS

Kinner Lakhani, Investor Relations, Credit Suisse

Tél.: +41 44 333 71 49

E-mail: investor.relations@credit-suisse.com

Katrin Schaad, Corporate Communications, Credit Suisse

Tél.: +41 844 33 88 44

E-mail: media.relations@credit-suisse.com

Informations importantes

Les investisseurs et les autres personnes intéressées doivent prendre note que nous communiquons des informations importantes sur la société (comprenant les communiqués sur les résultats financiers et les rapports financiers trimestriels, ainsi que notre rapport sur le développement durable) à l'attention du public d'investisseurs à travers les communiqués de presse, les rapports ad hoc suisses et pour la SEC, notre site web ainsi que les conférences téléphoniques et les webcasts publics. Nous utilisons aussi régulièrement notre compte Twitter [@creditsuisse](https://twitter.com/creditsuisse) (<https://twitter.com/creditsuisse>), notre compte LinkedIn (<https://www.linkedin.com/company/credit-suisse>).

suisse/), nos comptes Instagram (https://www.instagram.com/creditsuisse_careers/ et https://www.instagram.com/creditsuisse_ch/), notre compte Facebook (<https://www.facebook.com/creditsuisse/>) et d'autres canaux de réseaux sociaux comme moyens supplémentaires pour divulguer des informations publiques, notamment pour partager des messages clés de nos communications publiques. Il se peut que nous partagions ou retweitions ces messages à travers certains de nos comptes régionaux, notamment via Twitter à @cssschweiz (<https://twitter.com/cssschweiz>) et @csapac (<https://twitter.com/csapac>). Les investisseurs et autres personnes intéressées doivent considérer ces messages abrégés en tenant compte du contexte des communications dont ils sont extraits. Les informations que nous publions sur ces comptes de réseaux sociaux ne font pas partie de ce document.

Les informations auxquelles il est fait référence dans ce document, que ce soit via des liens Internet ou d'une autre manière, ne sont pas intégrées dans ce document.

Certaines parties du présent document ont été élaborées par le Credit Suisse sur la base de données accessibles au public, de données développées en interne et d'autres sources tierces estimées fiables. Le Credit Suisse n'a pas cherché à vérifier de manière indépendante les informations obtenues de sources publiques et tierces et n'assume aucune responsabilité ni garantie quant à l'exactitude, à l'exhaustivité ou à la fiabilité desdites informations.

Dans plusieurs tableaux, l'utilisation du signe «→» signifie «non pertinent» ou «non applicable».

La version anglaise du présent document fait foi.

Credit Suisse

Le Credit Suisse est un prestataire de services financiers leader sur le plan international. Notre stratégie s'appuie sur nos principaux points forts: notre positionnement parmi les grands établissements de gestion de fortune, nos solides compétences en investment banking et notre forte présence sur notre marché domestique suisse. Nous poursuivons une approche équilibrée dans la gestion de fortune, notre objectif étant de tirer profit tant de la base d'actifs importante sur les marchés matures que de l'accroissement considérable de la fortune dans la région Asie-Pacifique et dans d'autres pays émergents, tout en continuant à servir les marchés développés les plus importants et en particulier la Suisse. Le Credit Suisse emploie quelque 48 770 collaborateurs. Les actions nominatives de Credit Suisse Group AG (CSGN) sont cotées en Suisse ainsi qu'à New York sous la forme d'American Depositary Shares (CS). Pour plus d'informations sur le Credit Suisse, rendez-vous à l'adresse www.credit-suisse.com.

Cautionary statement regarding forward-looking information

This report contains statements that constitute forward-looking statements. In addition, in the future we, and others on our behalf, may make statements that constitute forward-looking statements. Such forward-looking statements may include, without limitation, statements relating to the following:

- our plans, targets or goals;
- our future economic performance or prospects;
- the potential effect on our future performance of certain contingencies; and
- assumptions underlying any such statements.

Words such as "believes," "anticipates," "expects," "intends" and "plans" and similar expressions are intended to identify forward-looking statements but are not the exclusive means of identifying such statements. We do not intend to update these forward-looking statements.

By their very nature, forward-looking statements involve inherent risks and uncertainties, both general and specific, and risks exist that predictions, forecasts, projections and other outcomes described or implied in forward-looking statements will not be achieved. We caution you that a number of important factors could cause results to differ materially from the plans, targets, goals, expectations, estimates and intentions expressed in such forward-looking statements and that the COVID-19 pandemic creates significantly greater uncertainty about forward-looking statements in addition to the factors that generally affect our business. These factors include:

- the ability to maintain sufficient liquidity and access capital markets;
- market volatility and interest rate fluctuations and developments affecting interest rate levels, including the persistence of a low or negative interest rate environment;
- the strength of the global economy in general and the strength of the economies of the countries in which we conduct our operations, in particular the risk of negative impacts of COVID-19 on the global economy and financial markets and the risk of continued slow economic recovery or downturn in the EU, the US or other developed countries or in emerging markets in 2021 and beyond;
- the emergence of widespread health emergencies, infectious diseases or pandemics, such as COVID-19, and the actions that may be taken by governmental authorities to contain the outbreak or to counter its impact;
- potential risks and uncertainties relating to the severity of impacts from COVID-19 and the duration of the pandemic, including potential material adverse effects on our business, financial condition and results of operations;
- the direct and indirect impacts of deterioration or slow recovery in residential and commercial real estate markets;
- adverse rating actions by credit rating agencies in respect of us, sovereign issuers, structured credit products or other credit-related exposures;
- the ability to achieve our strategic goals, including those related to our targets, ambitions and financial goals;
- the ability of counterparties to meet their obligations to us and the adequacy of our allowance for credit losses;

- the effects of, and changes in, fiscal, monetary, exchange rate, trade and tax policies;
- the effects of currency fluctuations, including the related impact on our business, financial condition and results of operations due to moves in foreign exchange rates;
- political, social and environmental developments, including war, civil unrest or terrorist activity and climate change;
- the ability to appropriately address social, environmental and sustainability concerns that may arise from our business activities;
- the effects of, and the uncertainty arising from, the UK's withdrawal from the EU;
- the possibility of foreign exchange controls, expropriation, nationalization or confiscation of assets in countries in which we conduct our operations;
- operational factors such as systems failure, human error, or the failure to implement procedures properly;
- the risk of cyber attacks, information or security breaches or technology failures on our reputation, business or operations, the risk of which is increased while large portions of our employees work remotely;
- the adverse resolution of litigation, regulatory proceedings and other contingencies;
- actions taken by regulators with respect to our business and practices and possible resulting changes to our business organization, practices and policies in countries in which we conduct our operations;
- the effects of changes in laws, regulations or accounting or tax standards, policies or practices in countries in which we conduct our operations;
- the expected discontinuation of LIBOR and other interbank offered rates and the transition to alternative reference rates;
- the potential effects of changes in our legal entity structure;
- competition or changes in our competitive position in geographic and business areas in which we conduct our operations;
- the ability to retain and recruit qualified personnel;
- the ability to maintain our reputation and promote our brand;
- the ability to increase market share and control expenses;
- technological changes instituted by us, our counterparties or competitors;
- the timely development and acceptance of our new products and services and the perceived overall value of these products and services by users;
- acquisitions, including the ability to integrate acquired businesses successfully, and divestitures, including the ability to sell non-core assets; and
- other unforeseen or unexpected events and our success at managing these and the risks involved in the foregoing.

We caution you that the foregoing list of important factors is not exclusive. When evaluating forward-looking statements, you should carefully consider the foregoing factors and other uncertainties and events, including the information set forth in "Risk factors" in *I – Information on the company* in our Annual Report 2020.